



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des  
populations**

## **ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**modifiant l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 autorisant la société LE PLENIER BOSCHER à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement à Guerlédan**

Le préfet des Côtes-d'Armor

**Vu** le règlement (CE) CLP n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

**Vu** la directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2023/2749 de la Commission du 11 décembre 2023 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les abattoirs et les industries de transformation des sous-produits animaux et/ou des coproduits alimentaires, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment le livre V titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU DE KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Georges SALAÛN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels dans les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 autorisant la société LE PLENIER BOSCHER à exploiter sur la commune de Guerlédan une unité d'abattage et de découpe de volailles ;

**Vu** la demande de bénéfice de l'antériorité du 5 novembre 2013 concernant la rubrique n° 3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la demande de bénéfice de l'antériorité du 18 novembre 2014 concernant la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la demande de bénéfice de l'antériorité du 10 novembre 2015 concernant les rubriques n° 4735 (ammoniac) et n° 4725 (oxygène) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance du 25 juin 2024 de la société PLENIER BOSCHER relatif à l'extension du site et des bâtiments et à l'amélioration du procédé et des performances ;

**Vu** le complément apporté au dossier de porter-à-connaissance le 24 septembre 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 29 octobre 2024 ;

**Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement du 5 novembre 2024, réceptionné le 7 novembre 2024, transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;

**Vu** les observations au projet d'arrêté préfectoral apportées par l'exploitant par mail du 14 novembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relatives à la rubrique IED des installations ;

**CONSIDÉRANT** que la société LE PLENIER BOSCHER relève de la directive IED au regard des activités d'abattage et de découpe de volailles sur le site de Guerlédan ;

**CONSIDÉRANT** que la rubrique associée à l'activité principale du site est la rubrique : 3641 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF SA ;

**CONSIDÉRANT** que l'extension de bâtiment (laverie et stockage emballage) située à moins de 100 mètres des locaux habituellement occupés par des tiers (garage et station service) ne présentera pas de risque ou de nuisance pour le voisinage ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relatives à la situation administrative du site au regard de la nomenclature ICPE, de l'extension du site et des modifications apportées aux installations en application des dispositions des articles R. 581-45 et R. 515-70 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 février 2008 autorisant la société LE PLENIER BOSCHER à exploiter, dans la zone artisanale de Guergadic à Guerlédan, une installation spécialisée dans l'abattage et la découpe de volailles, sont complétées et/ou actualisées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

### **Article 2 - Nature des installations – liste des rubriques de la nomenclature des ICPE**

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE et IOTA de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 février 2008 est modifiée comme suit :

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et IOTA</b>	<b>Capacité autorisée*</b>	<b>Régime</b>
<b>3641</b>	Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour	480 t carcasses/j en pointe 100000 t/an	A
<b>3642-1</b>	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autres que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour	480 t /j en pointe 100000 t/an	A
<b>2750</b>	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	-	A
<b>2921-a</b>	1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 3000 kW	6850 kW 3 Tars	E

Rubrique	Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et IOTA	Capacité autorisée*	Régime
<b>4735-1-b</b>	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1- Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	1,45 tonnes	D
<b>4725-2</b>	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) Substances et mélanges nommément désignés La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	20 t	D
<b>2663-2-b</b>	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10000 m <sup>3</sup>	Volume stocké : 1653 m <sup>3</sup>	D
<b>2925-1</b>	Atelier de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW <i>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</i>	84 kW	D
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	12,7 ha	D

A (Autorisation) - E (Enregistrement) - D (Déclaration)

\* Capacité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'établissement fait partie des établissements dits « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale est la suivante :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite IED	Conclusion sur les meilleures techniques disponibles
Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour	3641	6.4.b	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles « SA Abattoir et Equarissage » de décembre 2023

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

### Article 3 - Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1-2-2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 sont modifiées comme suit pour le périmètre de l'installation classée :

#### Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-suivants :

Installation	Commune - Adresse	Section ZN et Parcelles
Partie Est du site Abattoir, atelier de découpe et locaux annexes (techniques et administratifs) et bassin de régulation des eaux pluviales	Guergacic GUERLEDAN	238, 254, 258, 252, 288, 206p, 289, 256, 287, 284
		255, 240
Partie Ouest du site Station d'épuration et parcelles devant station, lagunes de stockage des eaux industrielles traitées		183, 241, 154, 248, 262, 267, 192, 245, 247, 249, 279, 282, 274
		172, 194, 292
	<b>Surface totale</b>	<b>12,7 ha</b>

Les installations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 4 – Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 sont modifiées comme suit:

#### 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 61 338 m<sup>2</sup>.

Milieu récepteur	LE SAINT GUEN
Nature des effluents	Eaux pluviales
Débit maximum	14,4 litres par seconde
Traitement avant rejet	Bassin de confinement et de régulation des eaux pluviales (2 400 m <sup>3</sup> ) débourbeur – séparateur à hydrocarbures Dispositif d'obturation Dispositif de prélèvement

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous définies :

Paramètres	Code Sandre	Concentrations maximales
Température	1301	< 30 °C
pH	1302	> 5,5 et < 8,5
DCO	1314	90 mg/l
MES	1305	30 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

#### Article 5 – Ressource en eau et moyens en cas d'incendie

Les dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 sont complétées comme suit :

##### 7.7.4. Ressources en eau et moyens pour la lutte contre l'incendie

Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie sont évalués à 720 m<sup>3</sup>/heure.

L'installation dispose des moyens opérationnels suivants :

- 2 poteaux incendie publics dont le débit normalisé est de 60 m<sup>3</sup>/h (120 m<sup>3</sup>/h)
- 2 réserves souples de 240 m<sup>3</sup> chacune équipées de raccord pompiers (480 m<sup>3</sup>)
- une lagune n° 3 de 12 000 m<sup>3</sup> équipée de quatre points d'aspiration\*.

Les accès à ces dispositifs sont maintenus disponibles en permanence.

*\* Dans l'attente de l'aménagement des accès, des aires et points d'aspiration de la lagune n° 3, le bassin actuel de régulation des eaux pluviales contenant en permanence 900 m<sup>3</sup> sera maintenu opérationnel.*



## **Article 6 – Bassin de confinement**

Les dispositions de l'article 7.7.7.2. de l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 sont modifiées comme suit :

### **7.7.7.2. Bassin de confinement**

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement utilisé aussi comme bassin de régulation des eaux pluviales du site.

Ce bassin est étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2400 m<sup>3</sup>.

Les eaux polluées (y compris d'extinction) collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Le bassin est équipé d'une vanne d'obturation.

## **Article 7 - Autosurveillance des niveaux sonores**

Les dispositions de l'article 9.2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 sont modifiées comme suit :

### **9.2.6.1. Mesures périodiques**

Une mesure de bruit et de l'émergence est effectuée au plus tard six mois après la mise en service des extensions des bâtiments puis renouvelée tous les trois ans.

Ces mesures devront tenir compte des nouvelles limites de propriété de l'établissement.

## **Article 8 - Autres dispositions**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 demeurent identiques et restent applicables.

## **Article 9 - Affichage et publication**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Guerlédan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Guerlédan pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 10 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la Transition Écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des Risques - Direction Générale de la Prévention des Risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

## **Article 11 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Guerlédan et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être



conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 02 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN

